

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2014)
Heft: 2041

Artikel: Retour du capitalisme sauvage? : Pour Piketty, l'économie de marché ne comporte pas de mécanisme auto-correcteur des inégalités croissantes et criantes
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012750>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

surtout dans l'Oberland bernois (+3,0%). D'autres régions touristiques progressent plus lentement, c'est le cas des Grisons (+0,3%) ou du Valais (+0,1%), mais on peut affirmer que le tourisme hivernal se porte assez bien.

Il y a toutefois un problème sérieux à moyen terme: le climat, son réchauffement et la présence de plus en plus précaire de la neige à moyenne altitude. La solution est connue, le recours massif aux canons à neige. En Suisse, la [surface des pistes](#) enneigées artificiellement est passée de 10% en 2003 à 36% en 2010, de 38% à 62% en Autriche, de 38% à 70% en Italie et de 11% à 21% en France.

Ces chiffres doivent être interprétés. La France a créé de nombreuses stations artificielles en altitude autour de 1'600 mètres dans les années 60. Les domaines

skiabiles y sont pour l'instant moins soumis au réchauffement. A l'inverse, en Autriche, des stations très connues comme Schladming ou Kitzbühel sont à 800 mètres et leurs pistes traditionnelles très exposées aux changements du climat.

Le même document de synthèse estime possible que la durée de l'enneigement dans les Préalpes soit réduite de 20 à 40% à partir de 2030 et qu'il n'y ait plus de neige garantie en dessous de 1'500 mètres dès 2050. Bien entendu les évolutions ne sont pas linéaires et rien n'exclut des hivers avec de fortes chutes de neige. Selon une étude de la [Cour des comptes](#) du canton de Vaud, les coûts de production de l'enneigement artificiel sont inférieurs à la part du chiffre d'affaires supplémentaire ainsi généré dans les stations, mais les dépenses d'eau et

d'électricité peuvent monter très rapidement, sans parler de la dégradation du paysage et du gaspillage énergétique.

Les sports d'hiver en Suisse sont à la croisée des chemins. Des investissements lourds sont envisagés ou déjà planifiés un peu partout dans nos Alpes. La durée de vie de tels équipements est de trente à quarante années, ce qui conduit précisément autour de 2050.

Les dépenses d'infrastructures de ces prochaines années en montagne sont sans doute les dernières qui peuvent être conçues dans le cadre des sports d'hiver tels que nous les connaissons aujourd'hui. Alors oui, aujourd'hui le tourisme hivernal va plutôt bien, tant mieux, et c'est donc le bon moment pour réfléchir sérieusement à l'avenir, lorsque la neige se fera rare au-dessous de 1'500 mètres.

Retour du capitalisme sauvage?

Pour Piketty, l'économie de marché ne comporte pas de mécanisme auto-correcteur des inégalités croissantes et criantes

Jean-Pierre Ghelfi - 05 juin 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25902>

Comment ne pas parler du *bestseller* de Thomas Piketty, *Le Capital au 21e siècle* ([DP 2037](#))? Que ce soit pour en approuver les lignes générales ou pour les considérer comme inexactes et sans valeur, il ne se passe pratiquement pas un jour, depuis quelques mois,

sans que la presse nationale et internationale n'y consacre un commentaire.

Par exemple, Hans Kissling, ancien chef du service de statistique du canton de Zurich, fournit des chiffres complétant l'enquête de

Piketty, qui s'est peu intéressée à la Suisse. Le titre de l'article de Kissling ne peut pas être plus explicite: [En avant dans le 19e siècle](#) (*Das Magazin*, supplément du samedi de plusieurs quotidiens alémaniques).

Ayant intitulé sa recherche *Le Capital au 21e siècle*, l'auteur savait qu'on ne pourrait pas ne pas faire une analogie avec le livre de [Karl Marx](#), publié en 1867. Piketty n'est pas pour autant un «marxiste» - contrairement à ce que disent ou sous-entendent certains de ses détracteurs. Ses propos ne laissent planer aucun doute. Il est partisan de l'économie de marché, de la concurrence et de la mondialisation de l'économie.

Mais, constate-t-il au terme de son enquête (il emploie très souvent ce terme pour qualifier la recherche qu'il a menée), la concentration des richesses, ou plus exactement des fortunes et des patrimoines, dans les mains d'une toute petite fraction de personnes menace un fonctionnement normal, équilibré et un tant soit peu équitable des sociétés démocratiques.

La bonne parole néolibérale

Cette concentration de richesses permet au surplus le financement de *think tanks* qui répandent partout dans le monde la bonne parole néolibérale - déréglementation financière, réduction des impôts sur les sociétés et les individus (fortunés) - laquelle contribue à accentuer les inégalités, de sorte que naît un malaise manifeste sur les bienfaits du libre-échange et de la mondialisation. Les nouvelles (extrêmes) droites en font leurs choux gras - *Tea Party* aux Etats-Unis et partis nationalistes dans plusieurs pays européens. Les dernières

élections au Parlement européen confirment cette évolution, et les élections américaines dites de mi-mandat pourraient aller dans le même sens cet automne.

L'un des arguments des détracteurs de Piketty est que la concentration des patrimoines n'est pas supérieure en ce début du 21e siècle à ce qu'elle était à la fin du 19e ou au tout début du 20e - comme cela ressort d'ailleurs de différents tableaux figurant dans son livre. En gros, 10% des personnes détiennent 90% des patrimoines. Au fond, on retrouve maintenant une situation qui a déjà existé. Pourquoi en faire tout un plat?

Entre les deux périodes considérées, quelques événements assez particuliers se sont produits. Deux guerres mondiales, une grave crise économique, quelques décennies de très fortes inflations, des taux d'imposition quasi confiscatoires (jusqu'à 80% aux Etats-Unis entre les années 30 et les années 80) au terme desquels beaucoup de fortunes ont été sévèrement réduites.

La période dite des «*Trente glorieuses*» a permis de reconstruire des économies dévastées et, grâce à une croissance économique soutenue, d'augmenter régulièrement les revenus des salariés et d'instaurer des systèmes de sécurité sociale (assurance-maladie et prévoyance vieillesse), pratiquement inexistantes auparavant.

Mais cette période est achevée. Depuis 20 ans, les taux de croissance ont nettement diminué. Le pouvoir d'achat des travailleurs stagne, quand il ne régresse pas. Le financement de la sécurité sociale est soumis dans beaucoup de pays à de sensibles restrictions de financement.

Les Trente glorieuses ne reviendront pas

Thomas Piketty tire deux conclusions essentielles de son enquête.

L'une est que le 20e siècle a été une période atypique, différente de la période antérieure et vraisemblablement aussi de la période suivante, le siècle qui vient de commencer. Les Trente glorieuses ne reviendront pas.

L'autre conclusion est que la règle générale de fonctionnement du capitalisme ($r > g$) se vérifiera à l'avenir; « r » est le rendement du patrimoine et « g » est la croissance économique. Ce qui signifie que le rythme d'augmentation des fortunes accumulées est supérieur à celui du produit national.

Historiquement, le rendement du capital «*tourne*» autour de 6% par année. La progression du produit national n'atteint jamais dans la longue période de tels niveaux. Les pays émergents peuvent y parvenir durant quelques décennies, qui correspondent en quelque sorte à un rattrapage. La

croissance démographique, souvent assez marquée au 20^e siècle, a déjà commencé de faiblir et continuera de s'amenuiser.

Au total, les inégalités vont donc continuer de s'accroître. Implicitement, cette appréciation suggère que les taux d'amélioration de la productivité resteront durablement insuffisants pour «rattraper» la progression constante des patrimoines. Cette thématique donnera nécessairement lieu à de [nouvelles réflexions et analyses](#).

Une utopie utile

Certes, l'inégalité fondamentale du capitalisme entre «*r*» et «*g*» demande à être testée pour l'avenir. Piketty est le premier à dire que l'incertitude et l'approximation font la beauté des sciences sociales. Bien que travaillant depuis 20 ans sur cette thématique, en collaboration avec d'autres chercheurs et instituts, il est prêt à prendre en compte

d'autres éléments. Mais, dit-il, que ceux qui critiquent nos chiffres publient les leurs et leurs sources, afin que l'on puisse procéder à des comparaisons sérieuses et solides.

Pour l'instant, ses détracteurs n'y sont pas parvenus, à notre connaissance. L'hebdomadaire helvétique *Handelszeitung* a bien tenté de prendre en défaut les raisonnements de Piketty en relevant qu'il faudrait tenir compte des avoirs du deuxième pilier (plus de 800 milliards) pour déterminer la répartition des patrimoines en Suisse.

Mais, ce disant, l'hebdomadaire commet une grossière erreur. Pour la très grande partie, les fortunes de la prévoyance professionnelle correspondent à des revenus différés. Le *Financial Times* s'y est aussi essayé et a reçu en retour une cinglante réponse de [Paul Krugman](#), dans l'une de ses chroniques du *New York Times*.

Piketty est aussi critiqué pour défendre l'idée d'un impôt

progressif mondial sur les patrimoines. Il reconnaît que sa proposition est utopiste. Mais elle est, ajoute-t-il, utile comme référence pour porter une appréciation sur les autres moyens pour lutter contre une trop grande concentration des richesses.

L'immigration continue, du sud au nord? Le retour à des niveaux élevés d'inflation? La répudiation, partielle ou totale, des dettes publiques? Les guerres et les destructions? Dans tous les cas, Piketty est convaincu que l'économie de marché ne comporte aucun mécanisme de rééquilibrage spontané. Si l'on ne fait rien, ce pourrait être, à terme, le retour du capitalisme sauvage tel qu'il a existé au 19^e siècle. (voir, par exemple, une analyse parue dans le journal britannique *The Guardian*)

Ajoutons encore que l'enquête de Thomas Piketty ne se lit pas comme un roman policier. Mais elle n'est finalement pas très compliquée et, contrairement à celle de Karl Marx, elle est compréhensible...

Bertil Galland initie avec bonheur un ambitieux projet en publiant le premier des huit tomes de ses «Mémoires»

Bertil Galland, «Les Pôles magnétiques», Genève, Slatkine, 2014, 259 pages

Pierre Jeanneret - 03 juin 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25896>

On sait le rôle considérable qu'a joué et continue de jouer Bertil Galland dans la vie

intellectuelle en Suisse romande. Il fut journaliste, grand reporter dans plusieurs

régions du monde, traducteur d'auteurs suédois, maître d'œuvre de *L'Encyclopédie*